

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Energie

Dans un discours prononcé à la huitième Conférence annuelle sur l'énergie de la Handesblatt (17 janvier 2001), la commissaire de Palacio a réaffirmé la volonté de la Commission de présenter au Conseil européen de Stockholm des 23 et 24 mars, de nouvelles propositions de libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en vue de réaliser un véritable marché unique à l'horizon 2005. Celles-ci s'accompagneraient d'une accélération du calendrier d'ouverture à la concurrence pour tous les clients "non domestiques", en 2003 pour l'électricité et 2004 pour le gaz. Ces propositions devraient tenir compte de cinq éléments clés i/ le renforcement des obligations découlant des directives Gaz et Electricité concernant la séparation des intérêts commerciaux des gestionnaires et des producteurs ii/ le renforcement des obligations de service public au bénéfice du consommateur iii/ avoie des autorités réglementaires nationales indépendantes efficaces iv/ augmenter le commerce transfrontalier de l'électricité, notamment grâce à des instruments de tarification transfrontalière et de gestion de la congestion gérés par les autorités de régulation nationales, la Commission jouant le rôle de "régulateur des régulateurs nationaux" v/ un plan pour l'infrastructure manquante en matière d'interconnexion et d'échanges transfrontaliers.

Ce projet de libéralisation accélérée apparaît contradictoire avec le Livre vert sur l'énergie publié par la Commission en novembre 2000, qui suggère une politique volontaire pour assurer la sécurité d'approvisionnement et respecter les engagements de réduction des gaz à effet de serre.

Transports

♦ La Commission a précisé le contenu du Livre blanc sur la politique européenne des transports qui devrait être présenté le 7 mars prochain. Il portera sur i/ le rééquilibrage des modes de transports au profit des chemins de fer et du transport maritime ii/ la restructuration du transport routier par des mesures sociales et non fiscales iii/ le développement du transport combiné (un programme de développement accompagné d'une proposition de budget important) iv/ la rationalisation de l'usage de la voiture individuelle en ville.

♦ Le Parlement européen a demandé, le 18 janvier dernier, à la Commission de "présenter une méthodologie commune" permettant d'aborder de manière compréhensible et uniforme la tarification des infrastructures de transports en Europe. Il s'agit de définir des critères communs et non de prélever de nouvelles taxes routières. Par ailleurs, selon le principe du "pollueur-payeur" le Parlement estime que les coûts globaux d'infrastructure "doivent être imputés aux usagers par le biais d'une combinaison de taxes et de tarifs, en tenant compte de la nécessité d'éviter la double fiscalité". La Commission devrait préciser sa position le 7 mars.

♦ La Commission se prépare à présenter une directive sur la transparence des marchés de services portuaires qui s'appliquerait à tous les ports enregistrant un trafic de trois millions de tonnes ou plus et imposerait, notamment i/ des appels d'offres pour l'attribution des services portuaires ...

Energy

In her speech at the 8th annual Conference on energy of Handesblatt (17th January 2001), Commissioner Palacio reaffirmed the Commission's willingness to present, new propositions on the liberalisation of Gas and Electricity markets, at the European Council of Stockholm, on the 23rd and 24th March, in view of achieving a real single market by the year 2005. These propositions will be accompanied by an acceleration of the calendar on the opening to competition for all "non domestic" clients in 2003 for electricity and in 2004 for gas. Further, the propositions should take into account five key elements: i) reinforcement of obligations from electricity and gas directives concerning the separation of commercial interests of administrators and producers ii) reinforcement of obligations of public service in favour of the consumer iii) presence of independent and efficient national regulation authorities iv) an increase in cross-border commerce of electricity through, in particular, cross-border price fixing measures and measures of congestion management, run by national regulation authorities, the Commission assuming the role of "the regulator of national regulators". v) a plan to cater for missing infrastructures concerning cross-border exchanges and interconnections.

This accelerated liberalisation draft appears to be contrary to the Green Paper on energy published by the Commission in November 2000, which proposes a voluntary policy to ensure sustained provision and the respect of engagements on the reduction of gases responsible for the greenhouse effect.

Transports

♦ The Commission has clarified contents of the White Paper on the European Transport policy, which is to be presented on 7th March. It will concern: i) the readjustments of modes of transport in favour of railways and maritime transports ii) restructuring of road transports through social and not fiscal measures iii) development of combined transports (a development program backed by a significant budgetary proposition iv) rationalisation of the use of personal cars in towns.

♦ On the 18th January the European Parliament asked the Commission to "present a joint methodology" that would enable the tackling, in a standard and comprehensible way, price fixing for transport infrastructures in Europe. It will imply defining common criteria and not levying new road taxes. Further, according to the "polluter pays" principle, the Parliament considers that global infrastructure costs "must be borne by users through a combination of taxes and tariffs, taking into account the necessity of avoiding a twofold taxation. The Commission is to clarify its position on the question on the 7th March.

♦ The Commission is getting ready to present a directive concerning the transparency of ports services market which will be applicable to all ports handling a traffic of three million tonnes or more, and would require, in particular i) tenders for the attribution of port services ...

ii/ la séparation comptable entre activités de services et activités de régulation lorsqu'elles sont toutes deux assurées par l'autorité portuaire iii/ l'attribution des marchés de services par une autorité indépendante des prestataires. Cette directive s'inscrit dans la ligne du Livre vert de 1997 sur les infrastructures portuaires qui soulignait l'opacité des financements publics et des marchés de services. L'Organisation des ports maritimes européens (EPSO) et la Fédération européenne des opérateurs portuaires privés (FEPORT) ont, entre autres, invité la Commission à clarifier également l'application des règles communautaires pour les aides d'Etat dans ce secteur.

Marchés publics et Postes

Onze des quinze opérateurs publics de la poste des Etats membres ont demandé, le 12 janvier, que le secteur postal relève des "secteurs spéciaux" de la directive marchés publics (93/38/CE) pour laquelle la Commission a déposé, le 10 mai 2000, un paquet de mesures visant à mettre à jour le système de marchés publics en tenant compte de la libéralisation croissante et des évolutions technologiques. Ces opérateurs affirment que le régime qui leur est appliqué ne reflète pas la commercialisation croissante des opérations postales et ils demandent à bénéficier d'une souplesse accrue dans la procédure d'adjudication afin d'exercer leurs activités sur une base commerciale saine. Les opérateurs historiques du Danemark, de Finlande, des Pays-Bas et de Suède n'appuient pas la demande de leurs collègues.

Le projet de directive prévoit pour les secteurs spéciaux (autrefois appelés "secteurs exclus") un assouplissement du régime des marchés publics avec une liberté accrue pour les entités contractantes de faire appel à la procédure négociée (et non restreinte). Ces dispositions visent en particulier les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications qui s'ouvrent à la concurrence (cf. bulletins 72 et 59).

Social

En même temps qu'il finalisait l'accord politique sur la société européenne, le Conseil affaires sociales de décembre a procédé à un échange de vue informel sur une directive actuellement bloquée sur l'information/consultation des travailleurs dans les entreprises nationales. Il n'a été procédé à aucun vote car la Grande Bretagne et l'Irlande s'opposent à cette directive du fait que l'Union dispose déjà d'une procédure d'information/consultation des travailleurs par les entreprises multinationales et qu'une procédure analogue pour les entreprises nationales relève, selon elles, de la compétence des Etats membres.

Télécom

L'association européenne des opérateurs privés de télécommunications (ETNO) s'alarme des menaces pesant sur l'équilibre des pouvoirs entre la Commission et les autorités nationales de régulation (ARN) tel qu'il est envisagé dans le projet de futur régime des télécommunications soumis au Parlement européen le 6 février prochain (cf. bulletin 72). L'ETNO demande au Parlement de s'opposer aux pressions des gouvernements nationaux qui chercheraient "à détruire le pouvoir de veto de la Commission" de manière à permettre aux ARN d'ignorer l'opinion de l'exécutif communautaire.

ii) separation of accounting between services and regulation activities when both are handled by the port authority iii) attribution of services market by an authority independent of service providers. This directive is in line with the Green Paper of 1997 on ports' infrastructures which underlines the opacity in public financing and service markets. The European Sea Ports Organisation (EPSO) and the Federation of European Private Ports Operators (FEPORT) have, among other things, called on the Commission to equally clarify the application of Community rules on State aid in this sector.

Public procurement and Posts

On 12th January, eleven of the fifteen posts public operators in Member States asked that the Postal Sector be classified under "special sectors" category of the public procurement directive (93/38/CE) for which, on the 10th May 2000, the Commission submitted a package of measures aimed at updating the system of public procurement in taking into consideration growing liberalisation and technological evolution. These operators insist that the regime under which they fall at present, does not reflect the growing commercialisation of postal operations and are therefore asking for increased relaxation in the procedures of invitation to tender, to be extended to them, in order to enable them carry out their activities in a healthier commercial environment. Historical operators of Denmark, Finland, the Netherlands and Sweden do not support the demands of their colleagues.

In the case of special sectors (formerly known as "excluded sectors"), the draft directive provides for a relaxation of the regime of public procurement, giving contracting parties a larger possibility to use the negotiated procedure (and unlimited). These measures aim, in particular, sectors of transports, energy and telecommunications, which are opening themselves to competition (cf bulletins 72 and 59).

Social

As it was finalising the political agreement concerning the European society, the December Council of Social Affairs, conducted an informal exchange of views on the directive, which is blocked at present, concerning information/consultation of workers in national firms. No voting was called for since Great Britain and Ireland are opposed to such a directive, given that the Union already has a procedure for information/consultation of workers by multinational firms and, therefore, such an analogous procedure for national firms falls, according to them, within the competence of Member States.

Telecommunications

The European Public Telecommunications Network Operators' Association (ETNO) is concerned about the balance of power between the Commission and the National Regulation Authorities (NRA) as is envisaged in the draft for the future system of telecommunications, which will be submitted to the European Parliament on 6th February (cf. bulletin 72). ETNO is asking the Parliament to resist pressures from national governments which are seeking to "break down the Commission's power to veto" so as to enable NRA overlook the opinion of the Community's executive body.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.